

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET TRANSFORMATION DU MÉTIER D'AVOCAT

Steve Jacob

Seima Souissi

Jeanne Milot-Poulin



UNIVERSITÉ
LAVAL

Chaire de recherche sur l'administration
publique à l'ère numérique

En partenariat avec :



Steve Jacob, Seima Souissi et Jeanne Milot-Poulin
Intelligence artificielle et transformation du métier d'avocat
Chaire de recherche sur l'administration publique à l'ère numérique
Université Laval
Québec, 2020

Les analyses et commentaires développés dans ce document n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle.

Les auteurs

Steve Jacob est professeur titulaire de science politique à l'Université Laval où il dirige le laboratoire de recherche sur la performance et l'évaluation de l'action publique (PerfEval). Il est titulaire de la chaire de recherche sur l'administration publique à l'ère numérique et codirige la fonction Politiques publiques de l'Observatoire international sur les impacts sociétaux de l'intelligence artificielle et du numérique, une division visant à apporter un soutien scientifique et analytique aux décideurs publics. Steve Jacob mène des recherches sur les processus de modernisation de l'administration, l'éthique publique et les dispositifs d'évaluation et de gestion de la performance.

Seima Souissi est titulaire d'un doctorat en communication publique de l'Université Laval. Elle est professionnelle de recherche à la chaire de recherche sur l'administration publique à l'ère numérique et chargée de cours au Département d'information et de communication de l'Université Laval.

Jeanne Milot-Poulin est étudiante au baccalauréat en science politique à l'Université Laval. Elle est auxiliaire de recherche à la Chaire de recherche sur l'administration publique à l'ère numérique et membre étudiante du Centre d'analyse des politiques publiques (CAPP).

Chaire de recherche sur l'administration publique à l'ère numérique

En partenariat avec le **Secrétariat du Conseil du trésor**, la Chaire de recherche sur l'administration publique à l'ère numérique a pour mission de produire des connaissances de pointe sur les effets des transformations numériques et les défis que pose cette transformation sur l'administration publique. La Chaire est propulsée par l'**Académie de la transformation numérique (ATN)**. En plaçant l'humain au cœur de sa démarche, l'ATN permet aux employés et aux gestionnaires d'acquérir les connaissances et de développer les compétences nécessaires pour relever les défis que pose l'arrivée massive du numérique. Elle offre aux organisations d'assumer un véritable rôle de bâtisseur en s'impliquant activement dans la cocréation de programmes de formation multidisciplinaires ancrés à leur nouvelle réalité numérique.

www.administration-numerique.chaire.ulaval.ca



Table des matières

| | |
|--|---|
| Introduction | 1 |
| 1. Les technologies d'IA juridique..... | 1 |
| 1.1. Outils de gestion des dossiers des clients | 1 |
| 1.2. Outils de recherche | 2 |
| 1.3. Outils de gestion de contrats..... | 2 |
| 1.4. Outils d'analyse prédictive | 2 |
| 2. Les avantages liés à l'usage des technologies d'IA dans le domaine juridique..... | 3 |
| 3. Les défis posés par l'IA | 4 |
| 4. Nouvelles compétences requises | 5 |
| 4.1. Conjuguer les connaissances juridiques et technologiques..... | 5 |
| 4.2. Le rôle d'« explicateur » | 6 |
| 4.3. La complémentarité homme-machine..... | 6 |
| 4.4. Connaître les mesures de protection des données..... | 6 |
| 4.5. L'émergence de nouveaux emplois..... | 7 |
| 5. Conséquences sur le marché du travail | 7 |
| Bibliographie..... | 9 |

Introduction

Les avocats sont considérés comme des professionnels hautement qualifiés dont le rôle consiste à cerner les questions juridiques, à recueillir les faits pertinents et à déterminer l'issue probable d'une affaire. Ils font preuve de jugement, en utilisant leur expérience et leur intuition pour établir la meilleure façon de défendre la cause d'un client (O'Brien, 2019). Comme pour toutes les activités professionnelles, les technologies de l'intelligence artificielle (IA) prennent de plus en plus de place dans les services juridiques et s'invitent dans les cabinets d'avocats (Milburn, 2019). Ces développements amènent à s'interroger sur les répercussions de ces technologies sur la profession et le rôle de l'avocat de demain. Selon O'Brien (2019), quatre activités routinières du métier d'avocat sont particulièrement affectées par l'usage de l'IA : 1- la recherche documentaire, 2- l'analyse juridique, 3- la production de documents et 4- la prévision des résultats. À la suite de ces transformations, le rôle des avocats est réorienté vers de nouvelles tâches qui exigent non seulement l'acquisition de nouvelles compétences, mais aussi une grande capacité d'adaptation aux conditions changeantes du métier.

Dans ce rapport structuré en cinq parties, nous donnons d'abord un aperçu des technologies d'IA utilisées dans le domaine juridique, suivi des principaux avantages de leur mise en œuvre et les défis posés par celle-ci. Dans la quatrième section, nous mettrons l'accent sur les nouvelles compétences requises pour exercer le métier d'avocat à l'ère de l'IA ainsi que les nouveaux profils d'emploi ayant émergé de l'implication de ces technologies de pointe dans le domaine juridique. Pour terminer, nous présenterons les conséquences de ces transformations sur le marché de l'emploi et leurs répercussions financières pour les cabinets d'avocat.

1. Les technologies d'IA juridique

Les technologies d'IA juridique sont multiples et concernent différents aspects du travail des avocats comme la gestion des dossiers des clients, la recherche juridique, la gestion des contacts et l'analyse prédictive. Il s'agit le plus souvent de systèmes d'apprentissage automatique (ML : *machine learning*) ou de « systèmes experts » moins autonomes et leurs variantes, comme les outils d'aide à la décision ou les programmes de rédaction automatisée (Rogers et Bell, 2019).

Aujourd'hui, le nombre de sociétés et de jeunes pousses (*start-ups*) de technologies juridiques qui se spécialisent dans le développement des solutions destinées aux cabinets d'avocats ne cesse d'augmenter. Nous présentons ci-dessous quelques exemples de ces outils.

1.1. Outils de gestion des dossiers des clients

Ce sont des logiciels qui fournissent aux avocats des méthodes pratiques pour gérer efficacement les informations sur les clients et les dossiers. Concrètement, ils permettent par exemple de gérer des contrats et des documents des clients ou des calendriers (O'Brien, 2019).

1.2. Outils de recherche

Les recherches de base automatisées par mots-clés offrent à elles seules une grande amélioration par rapport aux moyens traditionnels de recherche des avocats lisant manuellement des documents. L'utilisation du traitement du langage naturel pour évaluer la pertinence apporte une amélioration supplémentaire. Par conséquent, le processus de découverte est désormais largement sous-traité auprès de cabinets spécialisés dans la recherche électronique. Dorénavant, les avocats consacrent moins de 5 % de leur temps à l'examen des documents de base (Alarie, Niblett et Yoon, 2017).

Parmi les outils de recherche, on trouve aussi le logiciel ROSS Intelligence qui est alimenté par le traitement du langage naturel et le système propre au cabinet Legal Cortex. Ainsi, l'utilisateur peut s'adresser au système avec des phrases complètes (sous forme de questions). Le logiciel effectue alors des recherches juridiques basées sur sa compréhension de cette question (Semmler et Rose, 2017). Il se distingue par sa capacité de mettre à jour les données et d'intégrer automatiquement les informations contenues dans les nouveaux documents qu'on lui présente (O'Brien, 2019).

Verifi est un autre outil de recherche qui peut passer au crible 14 registres réglementaires britanniques et européens pour vérifier les noms des clients pour les banques. Il a la capacité de traiter des milliers de noms en peu de temps. Les cabinets d'avocats économiseraient beaucoup de temps en utilisant Verifi plutôt que de traquer les noms ou les comptes des clients à travers le monde (O'Brien, 2019).

1.3. Outils de gestion de contrats

LawGeex est un outil de révision et de gestion des contrats principalement destiné aux praticiens internes. Il s'appuie sur le traitement du langage naturel pour lire les contrats, les résumer et faire des suggestions de modifications possibles (Semmler et Rose, 2017). Cet outil permet aux avocats d'économiser environ 80 % du temps investi normalement pour traiter les contrats (Alarie, Niblett et Yoon, 2017).

Contrairement à ROSS Intelligence et à LawGeex, Beagle est un outil d'IA de révision des contrats qui s'adresse principalement aux non-juristes. Il est conçu pour les utilisateurs qui ont besoin de revoir et de gérer les contrats, mais qui ne détiennent pas l'expertise pour le faire eux-mêmes ou l'argent nécessaire pour engager un avocat (Semmler et Rose, 2017).

Mentionnons aussi le système Kira utilisé pour l'examen, l'analyse et la gestion des contrats (O'Brien, 2019).

1.4. Outils d'analyse prédictive

Ces outils permettent l'analyse des données au moyen de techniques statistiques et mathématiques en vue de déterminer les relations significatives (exemple : vérifier la relation de corrélation entre deux énoncés). Une fois les faits d'un dossier présentés, le logiciel peut les situer dans le domaine des précédents juridiques applicables. L'apprentissage automatique peut recueillir des informations factuelles et établir les associations juridiques pertinentes. Les résultats générés par les algorithmes peuvent ensuite être utilisés pour prédire les événements futurs et favoriser une meilleure prise de décision dans les dossiers.

Les avocats peuvent les employer aussi pour filtrer les phrases dans un contrat et décider de l'argumentation à faire valoir (O'Brien, 2019). Ces avancées technologiques permettent aux parties de plaider plus efficacement avant, pendant et après le procès, en prédisant les résultats juridiques avec une précision et une cohérence plus grandes, sans que cela coûte cher (O'Brien, 2019).

À titre d'exemple, la société Blue J Legal, basée à Toronto, applique l'apprentissage automatique pour prédire comment les tribunaux décideraient des questions juridiques. L'entreprise a commencé avec le droit fiscal : un domaine du droit complexe et dense, souvent fondé sur des normes vagues. Blue J Legal utilise l'apprentissage automatique pour créer des classificateurs de droit fiscal, basés sur des décisions publiées de la Cour suprême du Canada, de la Cour d'appel fédérale et de la Cour canadienne de l'impôt (Alarie, Niblett et Yoon, 2017).

Voici un autre exemple d'application de ces outils d'aide à la décision juridique. Les tribunaux pénaux emploient de plus en plus des algorithmes informatiques dans les décisions de mise en liberté sous caution. Les outils d'évaluation des risques, tels que COMPAS et l'évaluation de la sécurité publique (PSA : *Public Safety Assessment*), attribuent un score de risque pour chaque accusé. Les juges utilisent ces scores pour déterminer s'il faut libérer l'accusé sous caution ou le retenir jusqu'au procès pour le bien du public (Goodman, 2019).

2. Les avantages liés à l'usage des technologies d'IA dans le domaine juridique

L'usage des technologies d'IA dans les services juridiques permet aux bureaux d'avocats d'économiser du temps et d'offrir aux clients un service plus rapide et efficace avec des coûts peu élevés (O'Brien, 2019). L'IA requiert une certaine homogénéisation qui est susceptible de favoriser la précision et l'harmonisation dans les tâches. Par conséquent, elle peut également aboutir à une meilleure qualité de service, notamment grâce à la prédiction des résultats juridiques (Alarie, Niblett et Yoon, 2017).

Les avocats pourraient, à la fois, augmenter leur production et permettre à leurs associés d'acquérir une expérience substantielle plus rapidement, dès lors que le travail traditionnel routinier peut être pris en charge plus efficacement par les technologies (Semmler et Rose, 2017).

Ce gain de temps offrirait aussi aux avocats la possibilité de développer de nouveaux domaines d'expertise (Alarie, Niblett et Yoon, 2017).

Par ailleurs, les technologies d'IA juridique sont de plus en plus disponibles en dehors des cabinets d'avocats, facilitant ainsi l'accès des citoyens aux informations et aux services traditionnellement fournis exclusivement par ces professionnels. Ce changement pourrait contribuer, à plus long terme, à garantir un meilleur accès à la justice, mais aussi à une plus grande transparence juridique et à un règlement plus efficace des différends (Semmler et Rose, 2017; O'Brien, 2019).

DoNotPay est un exemple de logiciel d'IA permettant de fournir aux citoyens des services juridiques gratuitement. Offert aux États-Unis et au Royaume-Uni, il a été d'abord conçu pour contester les amendes de stationnement. Son usage s'est élargi pour inclure également d'autres services comme le remboursement de billets d'avion ou de réservations d'hôtels. Ce robot conversationnel (Chatbot) collecte les données à travers le clavardage. Il ajuste ses questions en fonction des réponses fournies par le répondant. Il peut ensuite rédiger le constat que la personne doit apporter directement au palais de justice. Son taux de succès, en 2016, a atteint 65 % (Gauvin-Morin, 2017).

3. Les défis posés par l'IA

L'usage de l'IA dans les services juridiques pose certains défis d'ordre opérationnel, sécuritaire et réglementaire. Les questions de fiabilité des résultats et de responsabilité professionnelle représentent également des enjeux importants.

Du point de vue opérationnel, les technologies d'IA ne parviennent pas à gérer les dossiers jugés difficiles qui impliquent la prise en compte d'éléments extrajudiciaires pouvant être déterminants lors du traitement des dossiers (O'Brien, 2019). Dans certains contextes, l'application mécanique des critères légaux ou statistiques ne suffit pas, car le métier d'avocat requiert aussi une capacité d'adaptation et d'interprétation que les machines ne possèdent pas.

De plus, l'automatisation et l'uniformisation du traitement juridique sont limitées par l'emplacement géographique, car les lois varient considérablement d'une juridiction à l'autre.

Par ailleurs, avec l'utilisation des technologies d'IA juridique, les données des clients sont exposées aux pirates informatiques qui emploient, eux aussi, des technologies sophistiquées pour obtenir toute sorte d'informations comme les données sur les comptes bancaires, les adresses courriel ou encore les notes juridiques appartenant à un avocat. Ces informations sont ensuite vendues au plus offrant, potentiellement un concurrent du cabinet d'avocats ou de son client (Semmler et Rose, 2017).

Pour ce qui est de la fiabilité des résultats fournis par l'IA, la question se pose avec acuité, notamment en ce qui concerne les technologies de ML (apprentissage automatique) qui sont capables d'apprendre et d'agir de manière autonome. L'opacité des processus permettant aux machines de générer des informations et des prédictions soulève des problèmes de contrôle et de responsabilité pour s'assurer de la fiabilité et de l'absence de biais et d'erreurs (Rogers et Bell, 2019). Il serait nécessaire d'instaurer la transparence de ces processus algorithmiques en vue de favoriser la confiance des individus envers ces technologies.

Sur le plan réglementaire, l'IA menace la juridiction professionnelle dans la mesure où les « techniciens », les développeurs de logiciels, les ingénieurs et autres intervenants peuvent créer et fournir des services juridiques avec un fardeau réglementaire moindre que les avocats (Rogers et Bell, 2019).

Ainsi, pour accompagner les transformations du métier d'avocat et surmonter les questions éthiques, il est important de développer le cadre légal de l'usage de l'IA, plus particulièrement les normes de responsabilité professionnelle envers les clients (O'Brien, 2019; Milburn, 2019).

Les règles juridiques sont forcément amenées à évoluer pour encadrer les développements possibles des technologies. Certains prévoient qu'à plus long terme, à mesure que les outils prédictifs deviendront plus précis, les avocats pourront non seulement en venir à s'appuyer sur des outils artificiellement intelligents, mais être légalement tenus de consulter ces outils dans le cadre de leur diligence raisonnable. Un avocat, en n'accédant pas aux informations juridiques les plus exactes ou en n'utilisant pas d'outils prédictifs pour mieux évaluer l'évolution d'une affaire, pourrait engager sa responsabilité professionnelle. Il pourrait être considéré comme négligent au même titre qu'un médecin est considéré comme négligent pour les dommages qui peuvent découler du fait soit de ne pas ordonner une prise de sang, soit d'ignorer les résultats d'une prise de sang (Milburn, 2019).

4. Nouvelles compétences requises

Avec l'évolution rapide des technologies, le métier d'avocat est en changement permanent. L'avocat du XXI^e siècle doit posséder l'intelligence émotionnelle nécessaire pour naviguer dans le paysage changeant des services juridiques (Carrel, 2019). Les personnes susceptibles de perdre leur emploi à la suite de l'introduction de l'IA sont celles qui ne reconnaissent pas que le métier est en train de se transformer et ne parviennent pas à s'y adapter (O'Brien, 2019). Les avocats vont donc devoir développer ou renforcer leur sens de l'adaptation.

4.1. Conjuguer les connaissances juridiques et technologiques

En plus de leurs connaissances approfondies du droit, les avocats d'aujourd'hui doivent démontrer une compréhension large de domaines complémentaires tels que la technologie, l'analyse de données et l'amélioration des processus afin de répondre à la demande des clients du XXI^e siècle (Carrel, 2019; Milburn, 2019). Les avocats sont appelés à comprendre suffisamment la technologie pour poser les bonnes questions et s'assurer que les données sont utilisées de manière appropriée dans le respect des normes éthiques et de l'équité, ce qui revient, selon Carrel (2019), à jouer le rôle de « maintenance » (*maintainers*). Le recours à l'IA dans les services juridiques implique de comprendre la portée et les limites de cette technologie pour pouvoir utiliser, superviser et évaluer correctement l'assistance qu'elle fournit (Goodman, 2019). Les avocats doivent précisément être en mesure de remettre en question les algorithmes ainsi que les données insérées dans ces algorithmes afin de contrer les biais qui pourraient mener à de mauvais résultats (Carrel, 2019).

Pour mieux servir les intérêts de la justice et de l'équité, en tant qu'experts en droit, les avocats doivent interagir au préalable avec les développeurs des systèmes d'IA et s'impliquer dans la conception et la mise à jour de ces programmes (Milburn, 2019; O'Brien, 2019).

Il est donc nécessaire pour ces professionnels de prendre conscience de la part non juridique de leur compétence et de la mettre en valeur afin d'éviter la disqualification économique de leur expertise.

4.2. Le rôle d'« explicateur »

Avec le recours aux systèmes automatisés, le rôle des avocats passe de la recherche et l'analyse du droit à l'explication des résultats générés par l'IA pour aider les clients à trier et comprendre ces résultats (Carrel, 2019). Les non-juristes ne possèdent pas la formation nécessaire pour analyser et comprendre les informations diffusées par les machines. Il revient alors aux avocats d'assumer ce rôle d'« explicateurs » (*explainers*), qui devient crucial vu la complexité et l'opacité du processus ayant conduit aux résultats fournis par les systèmes (Carrel, 2019). Les avocats doivent donc détenir les compétences juridiques et techniques nécessaires pour utiliser ces outils, créer plus efficacement un produit de travail amélioré et offrir un meilleur service à leurs clients (Semmler et Rose, 2017).

4.3. La complémentarité homme-machine

Les technologies juridiques automatisées ont certes pu éliminer de nombreuses tâches de bureau; toutefois, elles ne peuvent pas remplacer complètement les avocats ni les réduire à de simples opérateurs. Une quantité importante de travail doit toujours être accomplie par l'intermédiaire d'un professionnel qui sait comment utiliser au mieux ces technologies (O'Brien, 2019). À titre d'exemple, les outils de recherche juridique exigent qu'un humain les surveille, leur dise quoi rechercher et passe au crible ces recherches pour s'assurer que toutes les informations pertinentes sont disponibles. Ce type de travail nécessite de faire appel à des avocats intelligents et avisés (Semmler et Rose, 2017).

Ces machines ne pourront pas remplacer les plaidoiries et ne feront pas concurrence aux compétences très spécialisées de certains avocats (Milburn, 2019; O'Brien, 2019). Elles ne comprennent pas non plus les enjeux de politique publique et n'en tiennent pas compte lorsqu'elles essaient d'expliquer comment et pourquoi un tribunal déciderait d'un dossier d'une manière particulière. Les avocats doivent être conscients de ces limites lors de l'évaluation et de l'explication des informations fournies par les systèmes automatisés (Goodman, 2019).

De même, le contact humain joue un rôle essentiel dans le métier d'avocat, qui implique de nouer une relation de confiance avec les clients. Les technologies d'IA ne peuvent, cependant, fournir aucun apport dans cette dimension relationnelle du métier, qui passe nécessairement par les interactions sociales (O'Brien, 2019).

4.4. Connaître les mesures de protection des données

Sans pour autant être des spécialistes en sécurité informatique, il est nécessaire pour les avocats d'avoir des connaissances en matière de protection des données. Ils doivent être capables de prendre les mesures élémentaires pour lutter contre l'intrusion des pirates informatiques. Il s'agit par exemple d'installer un pare-feu solide, d'utiliser les technologies nécessaires pour sécuriser les mots de passe et de garantir que les sites Web consultés sont tous sécurisés (Semmler et Rose, 2017).

4.5. L'émergence de nouveaux emplois

L'intégration de la technologie dans le droit a pour conséquences de transformer le rôle des avocats, mais aussi de faire émerger de nouveaux types d'emplois tels que : ingénieur en connaissances juridiques, technologue juridique, analyste des processus juridiques, chef de projets juridiques, chef de projets scientifiques de données, chef de projets en recherche et développement, praticien en résolution de litiges en ligne, consultant en gestion juridique et responsable des risques juridiques (Carrel, 2019).

L'émergence de nouveaux types de postes juridiques en dehors de la pratique traditionnelle du droit incite les universités à créer de nouveaux parcours de formation. Par exemple, les changements dans la prestation des services juridiques ont amené certaines écoles à développer de nouveaux programmes d'études, comme la maîtrise de science en droit (*Master of Science in Law*) de l'Université Northwestern. Ce programme est destiné aux personnes ayant des compétences en sciences, en technologies, en ingénierie et en mathématiques (STIM) et qui désirent comprendre le droit, mais qui ne veulent pas nécessairement le pratiquer. Certains suggèrent également d'élargir la définition de ce que nous considérons aujourd'hui comme un professionnel du droit pour inclure d'autres profils en plus des avocats agréés (Carrel, 2019).

5. Conséquences sur le marché du travail

Avec la prise en charge de nombreuses tâches routinières, l'IA élimine de plus en plus le besoin d'une force de travail massive, emblématique des grands cabinets d'avocats. Il n'est plus nécessaire d'embaucher des dizaines d'associés et de parajuristes pour passer au crible les contrats, pour effectuer des recherches juridiques, pour interroger les clients ou les témoins ou encore pour produire des résumés de cas (Alarie, Niblett et Yoon, 2017; Semmler et Rose, 2017). Les cabinets d'avocats n'investissent plus dans le recrutement de ce profil d'employés dont le rôle devient de moins en moins indispensable. Selon O'Brien (2019), ce constat risque de décourager les étudiants de s'orienter vers les filières juridiques, car généralement, pour devenir avocat, il est nécessaire d'acquérir une certaine expérience en tant que parajuriste (O'Brien, 2019).

L'essor des technologies d'IA favorise la transition des cabinets d'avocats vers un modèle purement axé sur les données. Une grande partie du travail n'exige plus une formation juridique, mais une capacité de traitement de données (O'Brien, 2019). Certains bureaux permettent déjà à des personnes qui ne possèdent pas de diplôme en droit de travailler avec leurs clients, comme c'est le cas de l'État de Washington qui a créé des postes de technicien destinés aux non-avocats (Carrel, 2019). Cela étant dit, d'un autre point de vue, l'usage des technologies juridiques ne devrait pas être confié à des personnes qui n'ont pas de connaissances juridiques et qui se fieraient aux résultats fournis par les systèmes, sans pouvoir les expliquer. À titre d'exemple, le logiciel de la recherche documentaire électronique exige que les avocats comprennent la loi et précisent correctement les exemples de documents privilégiés et pertinents, comme s'ils menaient eux-mêmes la recherche documentaire (Carrel, 2019).

Par ailleurs, il semble que les avocats ayant des spécialités pointues sur certains types de produits juridiques ou de contentieux sont moins affectés par les technologies de l'IA, qui concernent davantage les affaires juridiques courantes. Or, la majorité des avocats interviennent dans ce genre de dossiers. Les spécialités à forte valeur professionnelle sont restreintes à une proportion limitée de praticiens (Milburn, 2018).

De nombreux grands cabinets d'avocats ont adopté les technologies d'IA plus rapidement en acquérant des sociétés technologiques, en développant les capacités informatiques internes ou en concluant des partenariats avec des fournisseurs d'IA juridique (Rogers et Bell, 2019). Cependant, la diffusion à grande échelle des technologies fait en sorte que les petits cabinets peuvent s'avérer aussi performants que les grands et les concurrencer. Ils peuvent fournir les mêmes services à un prix inférieur, ce qui pourrait forcer les grands cabinets à revoir leur modèle d'affaires (Semmler et Rose, 2017).

Les clients commencent d'ailleurs à exiger des honoraires fixes pour le travail qui était traditionnellement facturé à l'heure et effectué par des associés novices. Les bureaux d'avocats doivent s'adapter à ces nouvelles demandes et adopter les technologies susceptibles de rendre leurs associés plus efficaces, au risque de perdre leurs clients au profit de concurrents plus avant-gardistes (Semmler et Rose, 2017).

Bibliographie

- Alarie, B., Niblett, A. et Yoon, A. (2018). How Artificial Intelligence Will Affect the Practice of Law. *University of Toronto Law Journal*, 68(1), 106-124.
- Billion, A. et Guillermin, M. (2019). Intelligence artificielle juridique : enjeux épistémiques et éthiques. *Droit, Sciences et Technologies*, 9, 131-147.
- Carrel, A. (2019). Legal Intelligence Through Artificial Intelligence Requires Emotional Intelligence: A New Competency Model for the 21st Century Legal Professional. *Georgia State University Law Review*, 35(4), 1153-1183.
- Gauvin-Morin, B. (2017). L'intelligence artificielle va changer la profession d'avocat. Aussi bien s'y faire, et s'y préparer. *Le Pigeon Dissident. Le journal des étudiant.es en droit de l'université de Montréal*, en ligne. <https://www.pigeondissident.com>
- Goodman, C. C. (2019). AI/Esq.: Impacts of Artificial Intelligence in Lawyer-Client Relationships. *Oklahoma Law Review*, 72(1), 149-184.
- Milburn, P. (2019). L'avocat et l'algorithme : quelles transformations des compétences pour la profession? *Les Cahiers de la Justice*, 3, 499-508.
- O'Brien, C. (2019). *How Artificial Intelligence Will Affect the Practice of Law?* <https://digitalcommons.sacredheart.edu/acadfest/2019/all/50>
- Rogers, B. et Bell, F. (2019). The Ethical AI Lawyer: What is Required of Lawyers When They Use Automated Systems? *Law Technology and Humans*, 1(1), 80-99.
- Semmler, S. et Rose, Z. (2017). Artificial intelligence: Application today and implication tomorrow. *Duke Law & Technology Review*, 1(16), 85-99.